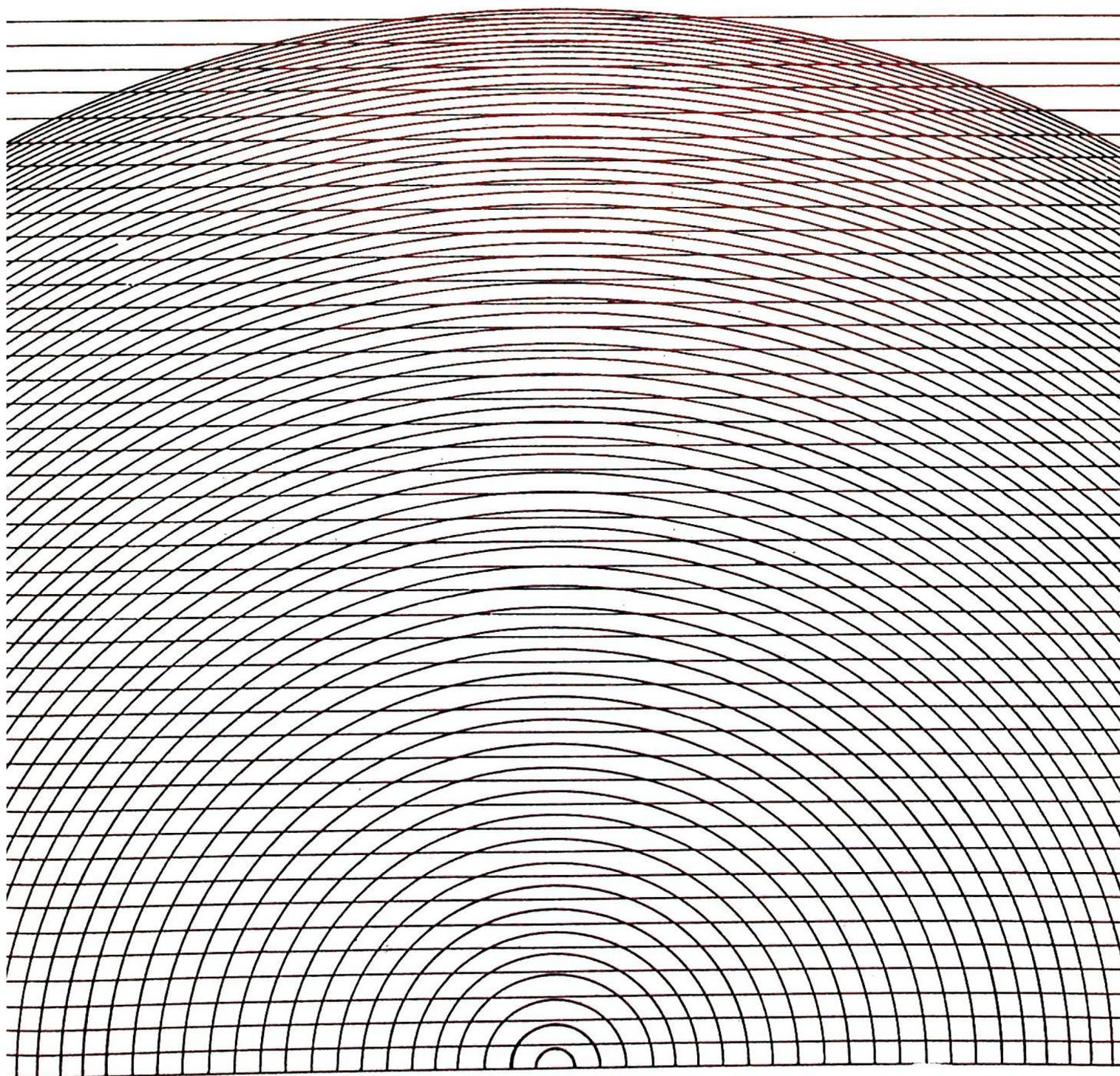


CERCLE GASTON CREMIEUX



PREMIER CAHIER HIVER 1968 PRIX 2 F

SOMMAIRE

1. Présentation.

PROBLÈMES CULTURELS

2. *Ethnie, nation et histoire.*

Robert LAFONT

4. *Pour une reconstruction culturelle des communautés.*

Richard MARIENSTRAS.



8. Les activités du Cercle Gaston Crémieux.



QUESTIONS POLITIQUES

9. *La situation en Pologne.*

Charles BRUNET.

13. *A propos de l'affaire Klarsfeld.*

Rita THALMANN.

15. *Une paix est-elle possible ?*

Oscar ROSSOWSKY

19. Thèses d'orientation sur le conflit israélo-palestinien.

21. *Un nouvel impérialisme.*

Pierre VIDAL-NAQUET.



TEXTES PUBLIÉS PAR LE CERCLE

23. Sur la Pologne.

24. La situation en Tchécoslovaquie.



Appel des Intellectuels de Gauche sur le Biafra.



La couverture a été conçue par Brigitte Loddé.

PRESENTATION

La plus grande partie des textes publiés dans ce premier bulletin étaient prêts au moment où les événements de mai ont absorbé les énergies de la plupart des membres du Cercle. Les vacances, l'organisation d'une soirée sur le Biafra, et aussi la faiblesse de notre infrastructure administrative ont encore augmenté le retard. Il nous a paru cependant nécessaire de publier quand même cette brochure, afin que nos membres de province, et de nombreux membres parisiens, puissent se rendre compte de la vitalité du Cercle et disposer de quelques thèmes de réflexion.

Nous espérons que les lecteurs du bulletin voudront donc excuser les nombreuses imperfections de ce premier numéro, et en particulier le petit décalage qu'ils constateront sans doute entre l'actualité immédiate et certains textes publiés.

La plupart de ces textes traitent de sujets politiques : 1968 fut une année fertile en événements significatifs non seulement sur le plan des faits, mais aussi sur le plan idéologique. De toutes parts se produisent des mises en question, des contestations raisonnées ou véhémentes. C'est là une situation qui ne peut troubler un cercle juif — car l'habitude des révisions déchirantes est devenue, chez nombre de Juifs, une seconde nature. Une lecture attentive des textes proposée montrera que certaines options nouvelles s'en dégagent, que certaines orientations s'y font jour. Nous demandons à tous les membres du cercle de faire connaître leur sentiment sur les points de vue proposés. Nous ne demandons à personne de manifester un accord total avec les positions esquissées, car nul parmi nous ne vise à instaurer d'impérialisme idéologique : de fait, nous considérons qu'une partie de la gauche est malade à la suite de son dogmatisme, et de son incapacité à réexaminer avec lucidité certaines données implicites de son idéologie. Hors du dialogue et du débat, la gauche se fige et subit des tentations totalitaires. Dans notre cercle, nous souhaitons que les positions soient sans cesse contestées, discutées, élaborées à nouveau et remises à jour. Inversement, nous souhaitons que nul ne s'offusque si certaines positions lui déplaisent : aucune entreprise collective n'est possible s'il faut qu'à chaque instant, chacun soit rigoureusement d'accord sur chaque point avec tout le monde. De telles formes d'assentiment existent, d'une part chez les radicaux-socialistes (on élimine tous les points de désaccord et on s'accorde sur des généralités vides) et chez les staliniens (on élabore une ligne que l'on impose sous peine d'exclusion). Ces pratiques ne seront jamais les nôtres, car notre cercle n'est pas un parti politique ni une chapelle idéologique.

La vocation de notre cercle, telle qu'on peut la déduire des discussions qui ont eu lieu parmi les membres du bureau provisoire, dans les commissions et dans les assemblées générales, est au moins double : politique et culturelle. C'est sur le plan culturel que nos activités ont été le plus insuffisantes. Le travail d'élaboration, la réunion d'individus possédant les compétences nécessaires, la complexité des problèmes qui se posent — tout cela constitue des tâches très lourdes et très délicates. Nous pensons cependant que cette nouvelle année nous permettra de mettre certains projets en chantier. Ce bulletin contient cependant deux textes d'orientation culturelle qui pourront servir de base de discussion.

La publication régulière d'un bulletin est une lourde tâche : faute de temps, nous n'avons pu, cette fois, publier de comptes rendus des assemblées générales, où pourtant la discussion était intéressante. Si ce bulletin doit continuer, il faut qu'une équipe de volontaires se constitue et que les membres du cercle écrivent pour dire ce qu'ils souhaitent, ce qui leur plaît ou leur déplaît, ce qu'ils attendent ou ce qu'ils critiquent. Il ne pourra continuer, enfin, que si des contributions financières nous parviennent : ce numéro a coûté mille francs environ, avancés par les membres du bureau provisoire. Il ne sera pas possible de demander sans cesse un tel effort à eux seuls.

Richard MARIENSTRAS,
Secrétaire du Cercle.

ETHNIE, NATION et HISTOIRE

Il est courant d'entendre des Français, spécialement des Français de gauche, définir l'actuel déchirement belge comme une « querelle d'un autre âge ». Assurance bien singulière dans le jugement : au nom d'une philosophie de l'histoire, on refuse l'histoire ; on substitue à l'époque l'idée qu'on se fait d'elle et on taxe d'archaïsme l'actualité !

Pourtant, évidente est l'évolution depuis quelques années. Les tensions intérieures aux systèmes étatiques, si elles demeurent mêlées de contradictions économiques, si elles suivent les lignes de décharge de l'autorité centrale, si elles ont l'aspect d'abord d'une protestation contre le sous-développement et les formes diverses du colonialisme, n'en sont pas moins animées par le sentiment ethnique. Et quand une récupération de prospérité a été réussie, quand l'oppression coloniale s'estompe, il reste à régler le problème ethnique, à assurer à une communauté le plein exercice de son identité culturelle : on le voit au Québec, comme on l'a vu et comme on le reverra dans la Catalogne espagnole.

La révolution en cours, que les Français sont si mal préparés à comprendre, se situe sur ces deux plans, de la revendication économique et de la revendication culturelle. Il faut apprendre à y instaurer un ordre de réflexion.

On y parviendra dans la mesure où l'on se dégagera du piège multi-séculaire que nous tendait la notion ambiguë de nation. La nation française, préparée par un lente processus d'assimilation des variétés ethniques et constituée véritablement par le contrat de citoyenneté de 1789, a donné toutes leurs chances, — ou bien des chances — à l'individu corporel en abolissant les communautés, toutes senties contraignantes. Un tel type national se développe dans les consciences comme un cosmopolitisme abstrait.

Mais l'abstraction est pernicieuse : ce que l'on gagne d'un côté, on le perd de l'autre. Le dépouillement culturel, positif s'il est une promotion d'êtres libérés d'un ghetto, n'en est pas moins un dépouillement. Et l'adhésion enthousiaste à une nation anti-ethnique revient à adhérer à une culture dominante, à en consolider l'orgueil, à soutenir son impérialisme. On sait bien que les fils d'une culture sacrifiée ont apporté au nationalisme de leur tuteur une surenchère dévastatrice. Et s'ils prennent un jour conscience de ce qu'ils ont perdu, les voici rejetés vers un nationalisme de combat, un chauvinisme culturel, une réduction au *fondamental* sacralisé, de leur destin ethnique.

Le monde d'aujourd'hui présente avec une vigueur dramatique cette contradiction : face aux nationalismes des Etats en place, appuyés sur leur réussite, érigeant leur réussite en valeurs universelles, les nationalismes ethniques, crispés sur une identification essentialiste.

La clarté ne peut venir que d'un refus des uns et des autres, nous semble-t-il. La solution est une récupération de l'existant ethnique, partout où il apparaît, si fugace soit-il, presque aboli. La reconstitution souple

des communautés culturelles est capable de transformer les horizons intellectuels de notre époque. Pratiquement d'harmoniser les destinées nationales et d'ouvrir des occasions de création (au niveau politique lui-même). Cela, si l'on se place en avant de l'histoire réalisée, si l'on conçoit la construction des sociétés internationales (l'Europe en premier lieu) comme une démocratie totale où les communautés s'imbriquent et s'enrichissent mutuellement.

Il y a là un thème de réflexion pour tous ceux qui, à quelque titre que ce soit, sentent en eux la nostalgie d'une culture à demi perdue. Cette nostalgie peut être une nostalgie en avant, c'est-à-dire l'espoir d'un monde à la mesure des hommes.

Robert LAFONT.

Robert Lafont, professeur à l'Université de Montpellier, est l'auteur de « La Révolution Régionaliste » et « Sur la France » (Gallimard).

QUI ETAIT GASTON CREMIEUX ?

Né à Nîmes le 22 juin 1836 dans une famille de Juifs comtadins, Gaston Crémieux, avocat, journaliste, écrivain, participa au mouvement révolutionnaire qui caractérise la fin du Second Empire, en liaison notamment avec la tendance fédéraliste de la Première Internationale. Poète démocrate, il écrit ce vers caractéristique : « Peuple, bouc émissaire éternel de l'Histoire ».

Après la révolution républicaine du 4 septembre 1870, il sort de la prison où l'avait enfermé l'Empire et prône la création d'une « Ligue du Midi ». Le 22 mars 1871, il proclame la solidarité des Marseillais avec la Commune de Paris.

Elu président de la Commission départementale, il fait arborer sur l'Hôtel de Ville le drapeau noir des deuils nationaux, pour marquer la défaite de la France.

Après la victoire des forces de l'ordre, Crémieux fut arrêté le 8 avril 1871 chez le marbrier du cimetière juif de Marseille. Condamné à mort le 28 juin par le conseil de guerre, il espéra en vain l'intervention de son parent Adolphe Crémieux, fondateur de l'Alliance Israélite Universelle. Il fut exécuté le 30 novembre au Pharo.

Un boulevard de Marseille porte son nom. Ce nom fut remplacé, sous le régime de Vichy, par celui de Sidi-Brahim.

P. V.-N.

Pour une reconstruction culturelle des communautés

Chacun connaît le mot célèbre de Valéry : « Nous autres civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles. » L'existence d'un Etat et d'un territoire n'a pas empêché la disparition de nombreuses civilisations. Les Juifs, qui n'ont pas disposé d'Etat pendant si longtemps, se sont tout de même maintenus. Or, ce qu'il s'agit de maintenir, c'est la tradition, les valeurs, l'expérience humaine et historique des Juifs, c'est-à-dire, en gros, leur culture. C'est cela que chaque groupe humain différencié tend à préserver par **n'importe quel moyen**. Et dans cette perspective, la migration, l'errance, l'exil, le ghetto, l'Etat, ne sont que des moyens. Nahoum Goldmann le disait fort justement dans la terminologie qui est la sienne : « C'est l'Etat qui existe pour le peuple, et non pas le peuple pour l'Etat. »

L'Etat d'Israël n'est que l'un des moyens supplémentaires que l'histoire a mis à la disposition de ceux d'entre les Juifs qui se reconnaissent comme tels pour que leur mémoire, leur culture et leur expérience spécifique ne disparaissent pas de la surface de la terre. Pour que leur originalité puisse se perpétuer et s'approfondir dans un sens particulier — fort différent du sens qu'il a pris et qu'il prendra dans la Diaspora. Mais qu'on y prenne garde : ceux qui pensent que l'existence diasporique est pleine de risques pour la culture ou la « spécificité » juive et proposent Israël comme une sorte d'assurance absolue contre ce risque s'aveuglent volontairement : ils investissent l'Etat d'Israël du mythe de l'éternité du peuple juif, ils sacralisent l'Etat de façon quasi totalitaire, ils ignorent délibérément ce fait évident, que si la dispersion est génératrice de malheurs, c'est grâce à elle — et non malgré elle — que les Juifs

ont survécu à toutes les autres nations, que c'est la dispersion qui les rendait, pour ainsi dire, invulnérables en tant qu'ensemble humain, même si elle exposait au fer de l'histoire chaque partie séparée de cet ensemble, et qu'enfin, dans un monde dont le ciel est vide de Dieu, rien ne garantit la vie des cultures, des nations ou des Etats.

Qu'on réfléchisse donc sur ce nombre de nations qui ont disparu en deux mille ans. Croit-on vraiment que l'existence d'Israël, ça n'est pas un risque aussi grand que l'existence diasporique, encore que ce soit un risque d'une autre nature ? De fait, s'il y a un lieu au monde où l'existence des Juifs soit sérieusement menacée, ce lieu est Israël. Et qu'on aille pas emboucher les trompettes de l'héroïsme guerrier pour nous claironner aux oreilles que **CETTE FOIS**, nous aurons au moins l'immense fierté de mourir les armes à la main : ce qui importe pour une culture, ce n'est pas d'avoir une belle mort, mais une longue vie. L'héroïsme ne vaut que comme moyen de survivre, il devient une insupportable sottise quand il se substitue aux valeurs dont il doit n'être que le gardien.

Cette sottise-là a déjà fait beaucoup de ravages en Israël et hors d'Israël. Nombreux sont ceux, en France, qui ont transporté sur le Jourdain la ligne bleue des Vosges. Leur voix faussement prophétique est déjà pénétrée de cette vertigineuse ineptie qui poussait Barrès au comble de l'enrouement. Et ces voix dont l'unique fonction est d'intimider ou de faire taire, d'assourdir ou de mystifier, empêchent depuis vingt ans que le judaïsme diasporique se reconstitue sur des bases qui lui soient propres — comme si ce qui était fondamentalement en cause c'était l'Etat et non pas

les Juifs, comme s'il était possible de renforcer Israël en sapant la conscience et le mode de vie des diasporas, comme si la tâche principale n'était pas de **reconstruire** le judaïsme dans le monde après la catastrophe de la dernière guerre, et qu'il fût possible de mener à bien cette tâche sans exalter ce qui, dans le judaïsme, est le trait le plus fructueux et le plus original, c'est-à-dire son mode d'existence diasporique. Car même le soutien à Israël passe par la reconstruction culturelle des communautés — et non par un travail de sape, dont ces partisans aveugles ne se rendent pas compte qu'il revient à scier la branche sur laquelle ils sont assis.

UN RAPPORT CIRCULAIRE

Mais, dira-t-on, Israël est bel et bien un Etat : les rapports entre cet Etat et les communautés non-étatiques vont donc devenir difficiles. Il y aura toujours des Français ou des Anglais pour dire (sans parler des Russes ou des Polonais) : « Cette sympathie entre nos citoyens juifs et un Etat étranger n'est pas **tolérable**, nous sommes certes pour la tolérance mais pas pour la double allégeance, il faut choisir... »

Cette réaction prévisible — et qui s'est manifestée de façon aiguë en Pologne, par exemple — ne devient dangereuse que lorsqu'elle est utilisée par un gouvernement. Ainsi, en Pologne, ce qui fait problème, ce n'est pas tellement l'antisémitisme larvé ou manifeste des populations, c'est l'utilisation politique qui en est faite. Après que Gomulka eut officiellement déclaré ouverte la campagne antisioniste, cette campagne fut reprise en main et amplifiée par le groupe droitier de Moczar **contre** le secrétaire général du parti : le prétendu « complot » germano-sioniste a permis à Moczar d'épurer le parti et l'administration d'éléments qui lui étaient hostiles, les Juifs, dans cette affaire, ne jouant qu'un rôle second. De telles manipulations de l'opinion ne sont cependant guère à craindre dans les pays occidentaux, où la résistance contre l'idée que les Juifs ont des « sympathies » pour Israël provient surtout d'une méconnaissance de ce que sont les Juifs.

Les rapports entre ceux-ci et Israël sont généralement conçus de façon linéaire : Juifs français — Israël, Juifs américains — Israël... — alors qu'il s'agit, en fait, d'un rapport circulaire, beaucoup plus vaste, dont la composante proprement politique est faible, et qui englobe la totalité des communautés juives en Israël dans un ensemble à articulations complexes, où la conscience culturelle et historique joue un rôle prédominant.

Les Juifs eux-mêmes ont aujourd'hui tendance à privilégier le rapport linéaire, mais un examen, même superficiel, des liens inter-communautaires depuis vingt ans montre que la conscience est ici en retard sur les faits. Les relations entre les différentes communautés du monde sont beaucoup plus étroites que les Juifs eux-mêmes ne l'imaginent. C'est parce que la propagande sioniste dispose des moyens les plus puissants que la **vérité** des rapports entre les communautés juives n'apparaît pas. De plus, pour des raisons qui remontent au grand ébranlement de la dernière guerre, les communications culturelles entre les communautés sont restées très faibles, les traductions d'œuvres contemporaines peu nombreuses, les informations rares, ou inintéressantes pour le grand public juif — qui se moque des visites de notables ou des discours de circonstances dont la presse juive se fait si souvent l'écho. Les organisations communiquent beaucoup, mais pas les masses : savons-nous ce que sont les Juifs de New York ? ou d'Afrique du Sud ? Et si, paradoxalement, nous sommes mieux renseignés sur ceux d'Union Soviétique, c'est parce que leur sort fait l'objet d'une utilisation politique dans la presse de droite, sioniste et non sioniste. Il est certain, pourtant, que dans les prochaines années, les rapports « culturels » entre les diverses communautés du monde vont aller croissant : déjà, l'on peut prévoir ou pressentir la naissance d'un judaïsme nouveau, où la conscience culturelle et historique sera un fait dominant. Cette évolution est notable aux Etats-Unis, où d'importants travaux sur l'histoire, la culture et la religion juive se succèdent à un rythme de plus en plus rapide — pour ne rien dire de la « nouvelle école juive du roman américain ».

Sans doute, dira-t-on encore, c'est bien beau cette double appartenance, cette double fidélité : mais l'assimilation n'est-elle pas en cours. Soumis à la pression de la culture majoritaire, n'allons-nous pas perdre, justement, les moyens de participer à la culture juive et au passé juif, n'allons-nous pas, tout bêtement, disparaître en tant que Juifs ?

RETARD HISTORIQUE

Oui, il est vrai qu'on parle beaucoup d'assimilation. Mais QUI parle surtout d'assimilation ? D'une part, les sionistes, ou certains sionistes, qui considèrent de toute façon que la vie « dans la galouth » est condamnée, pathologique, anormale. La seule façon de ne pas s'assimiler, c'est d'aller en Israël, ou à la rigueur, d'être un de ces éternels sionistes de la Diaspora. D'autre part, il y a les religieux. Que constatent les religieux ? Que les nouvelles générations ne sont pas croyantes. Que proposent les religieux ? Ils affirment en gros que pour rester Juif, il faut se conformer aux rites. Or, la perte du sentiment religieux est un phénomène universel, et qui ira sans doute en s'accroissant. D'un côté comme de l'autre, on agite le spectre de l'assimilation parce qu'on n'imagine pas qu'il soit possible d'être Juif autrement qu'à l'ancienne mode. D'un côté comme de l'autre, par défaut d'imagination, par manque de confiance, par routine, on recule devant le nécessaire travail de reformulation et d'invention auquel se sont livrées toutes les cultures depuis quatre ou cinq siècles. De fait, ce qui caractérise en gros la culture juive, c'est son retard historique. Dans un très grand nombre d'autres ethnies, les faits nationaux, culturels et religieux se sont installés dans des sphères séparées.

Les cultures nationales ont évolué dans le sens d'une différenciation croissante, d'une laïcisation, pourrait-on dire, de la culture. A cause des malheurs et des difficultés de leur histoire, ces différenciations ne se sont pas faites chez les Juifs. De sorte que la culture juive, à l'exception du domaine yiddisch, apparaît toujours sous le vêtement de la religion.

En Europe de l'Est, l'existence d'une langue véhiculaire juive permettait de poser les « questions culturelles » en des termes très différents de ceux qui sont les nôtres. Le yiddisch prenait en charge le problème « ontologique » de l'appartenance au judaïsme, et l'on pouvait, tout en restant Juif sans même y penser (dans la mesure où l'antisémitisme permettait cet oubli), s'ouvrir à la culture et à l'idéologie de son choix. Il n'y avait aucune difficulté (en principe, sinon en pratique) à être, disons, Juif et communiste, Juif et rationaliste ou libre-penseur. De plus, ceux qui s'opposaient à l'hébreu comme langue véhiculaire, et qui souvent, mais pas toujours, s'opposaient aussi au sionisme, ne niaient pas qu'il avait été, et demeurait, un véhicule culturel important — la langue de l'ancienne mémoire et de la tradition religieuse. Ils en récusaient la pratique parce que ce n'était plus la langue du peuple, et ils y voyaient — dans une certaine mesure — ce que le latin fut longtemps dans les pays occidentaux : la langue du culte, et aussi un « réservoir culturel », accessible aux lettrés dont la mission devait être de « traduire » la mémoire lointaine du groupe en des termes, et dans une langue, accessibles au plus grand nombre.

En Occident, l'appartenance au judaïsme apparaît dans les consciences comme essentiellement liée aux pratiques de la religion. Le centralisme jacobin, en échange des droits civiques, exigea des Juifs qu'ils « oublient » leur appartenance à une ethnie qui débordait très largement les frontières de notre pays. Mais la religion — et l'histoire — se chargeaient de le leur rappeler.

Il n'y eut que rarement d'oubli si entier, d'assimilation si parfaite qu'elle atteignait les racines profondes de l'être. « L'ascendance juive » jouait le rôle d'une ouverture toujours possible vers le sentiment d'appartenance à une communauté plus vaste — et l'histoire récente cristallisa et donna une orientation consciente à cette velléité.

De plus, et contrairement à ce qui se passait en Europe orientale, ceux qui, parmi nous, récusent la croyance ainsi que les pratiques ou les rites religieux, sont amenés à quitter le ju-

daïsme en quittant la religion — ou plus exactement à se priver de toute possibilité d'exprimer socialement ou culturellement le fait qu'ils continuent d'appartenir à cet ensemble humain que constituent les Juifs. Ils ne disposent pas de cette mémoire collective qu'est la langue particulière d'un groupe, laquelle permet aux hommes qui en font partie de renouveler sans cesse leur prise sur le monde et sur l'histoire sans perdre le contact avec l'expérience passée du groupe, son découpage original de la réalité, ses motivations particulières et ses valeurs. Ils sont contraints d'abandonner une partie de leur être intime pour répondre aux exigences du présent. Toute critique idéologique de la religion, qu'on ne peut pas ne pas faire, a dès lors pour conséquence l'abandon de la seule pratique sociale à travers laquelle le passé collectif se manifeste encore. Et c'est là une rupture traumatique à l'extrême, car elle n'implique pas seulement un changement dans l'ordre des valeurs ou des idées, mais dans l'ordre de ces solidarités élémentaires qui constituent l'assiette même de l'être, et où se réfugie ce que les expériences humaines ont de plus précieux et de plus secret.

REASSUMER LE JUDAÏSME

Il est donc nécessaire de donner aux faits une expression cohérente, et d'en finir avec l'idée fautive que l'on ne peut « être Juif » autrement que par le rite ou le nationalisme sioniste. Maintenant que la communauté juive de France est devenue la première d'Europe, il paraît de plus en plus évident que, tout en utilisant la langue française, il sera possible de restituer une partie du passé juif tel qu'il existe, dispersé à travers les mémoires individuelles, les langues diverses et les régions où il s'est manifesté — tel qu'il existe sous la forme religieuse qui fut la sienne pendant des siècles. De façon plus générale, poser le problème de la culture juive dans les diasporas occidentales, cela signifie : « décoder » l'expérience humaine des Juifs là où elle se trouve — et notamment dans les œuvres qui lui ont servi de véhicule, faire la part de l'idéologie et de l'expérience, et, dans un langage nouveau, restituer cette expé-

rience et cette mémoire à l'usage de ceux qui y participent encore sans pouvoir la formuler — de ceux dont l'existence resterait opaque à eux-mêmes si elle n'était éclairée par l'enchaînement des existences antérieures auxquelles elle se rattache et qui continuent obscurément à la commander.

C'est là un projet à longue échéance — auquel bien des hommes, d'ailleurs, participent sans même le savoir. Il est intéressant de noter que contrairement aux analyses des sionistes et des religieux, les sociologues constatent qu'aux Etats-Unis, la « troisième génération » juive — contrairement à la deuxième — s'efforce de « réassumer » le judaïsme, sous une forme qui se cherche encore, mais dont les prémisses sont évidentes à ceux que n'aveuglent pas les idéologies périmées.

Envisagée dans sa dimension globale, l'on peut dire qu'il s'agit là d'une tâche de reconstruction collective — à laquelle la plupart des communautés se livrent sous des étiquettes diverses. Il est intéressant de noter que la signification de tous ces efforts n'apparaît qu'aujourd'hui, parce qu'aujourd'hui seulement les Juifs commencent à se remettre de l'épouvantable ébranlement causé par le grand massacre.

Il fallait sans doute qu'une nouvelle génération parvint à l'âge d'homme pour que l'ancienne — celle qui supporta dans sa conscience ou ses attachements les conséquences spirituelles et idéologiques des crématoires — retrouve non seulement la volonté de perpétuer son existence, mais aussi un deuxième souffle lui permettant de s'interroger à nouveau sur l'avenir et sur ses raisons d'exister. Partiellement libérée de la fascination atroce du passé, consciente aussi que son destin ne se fera pas en Israël — bien qu'Israël fasse partie de son destin — elle doit maintenant faire face à la « demande » de la nouvelle génération, de cette nouvelle génération qui est trop moderne pour retourner à la synagogue (à supposer qu'elle y ait jamais mis les pieds) et trop réaliste pour chercher dans un « ailleurs » israélien des justifications à une vie dont elle sait qu'elle se déroulera ici — c'est-à-dire en France, en Angleterre, aux Etats-Unis...

En France, en tout cas, un tel projet bénéficie en ce moment d'un climat exceptionnellement favorable : la guerre des six jours a créé un immense intérêt pour l'hébreu moderne et pour les « choses juives » ; la critique du centralisme jacobin suit son cours et devient un mot d'ordre de gauche ; l'attention est aiguillée vers les « micro-cultures » grâce aux travaux des structuralistes. Même les organismes communautaires les plus rassis ou les plus conservateurs commencent à sentir que la nouvelle génération juive a des exigences politi-

ques, culturelles et idéologiques différentes de celles dont la vieille génération s'est satisfaite. Il reste à créer les structures nouvelles permettant d'accueillir et d'articuler la nouvelle « demande ». Il reste à secouer les habitudes d'esprit de toutes les vieilles organisations qui ressassent encore les vieilles formules creuses. Mais la remise en question de tout cela a commencé, et ceux qui savent voir ont déjà compris qu'une « nouvelle Diaspora » se constitue à travers le monde.

Richard MARIENSTRAS.

Extrait d'un rapport présenté aux Assises du Judaïsme progressiste (mars 1968) et publié intégralement dans **Les Nouveaux Cahiers** n° 13-14, sous le titre : **Pour une Diaspora nouvelle.**

LES ACTIVITÉS DU CERCLE

La première assemblée du Cercle eut lieu le 4 février 1968. Près de soixante-dix personnes y assistaient, et ce nombre s'est maintenu pendant les réunions mensuelles jusqu'en juillet. Quatre commissions furent créées : I. Affaires communautaires ; II. Affaires françaises ; III. Affaires israéliennes ; IV. Affaires culturelles, historiques et sociologiques. Ces commissions connurent des fortunes diverses, mais dans l'ensemble, une trentaine de membres du cercle y ont participé. Elles vont reprendre leurs activités sous peu.

Le Cercle a participé aux Assises du Judaïsme Progressiste, son secrétaire a lu un « rapport culturel » dont on trouvera des extraits dans ce bulletin. Ces assises, auxquelles ont participé des Juifs de gauche venant de nombreux pays, ont eu un retentissement certain, tant en France qu'à l'étranger.

Le Cercle a publié un certain nombre de textes, selon les nécessités de l'actualité politique. Ces textes sont reproduits à la fin de ce bulletin.

Deux manifestations publiques ont été organisées : une soirée avec Robert Lafont, dont les thèses sur le régionalisme sont aujourd'hui fort connues ; une soirée sur le Biafra, avec Pierre Vidal-Naquet, Léon Poliakov, Robert Jaulin, Jacques Madaule et un représentant de la délégation biafraise à Paris. Cette soirée a été le point de départ d'une campagne en faveur du Biafra : on trouvera plus loin le texte d'un appel à la gauche, dont l'initiative revient partiellement au Cercle.

Le Cercle participe actuellement à un Comité d'Action composé de la presque totalité des organisations juives, et dont le but est d'alerter l'opinion publique française sur les aspects les plus scandaleux de la campagne antisémite et raciste qui se déroule actuellement en Pologne. Un meeting à la Mutualité, sous la présidence de Laurent Schwartz, a eu lieu le 4 décembre.

LA SITUATION EN POLOGNE

La Pologne, qui avait réussi à éviter en 1956 une intervention militaire soviétique et avait connu alors une certaine « libéralisation », se trouve actuellement dans une situation qui la différencie de tous les autres pays communistes d'Europe orientale. Dans le cadre d'une lutte pour le pouvoir, c'est-à-dire pour la succession de Gomulka et de son équipe, une campagne lancée depuis plusieurs mois a conduit le parti et le gouvernement à prendre une série de mesures dont le contenu est incontestablement antisémitique, quels que soient les efforts officiels pour faire croire le contraire à l'opinion nationale et étrangère.

Pourquoi cette lutte pour le pouvoir ? Il semble acquis que l'immobilisme généralisé qui a marqué depuis douze ans la politique de Gomulka dans tous les domaines ait créé un mécontentement assez répandu : manque d'imagination politique, médiocrité des hommes ou difficulté objective de la situation, toujours est-il qu'une grande partie de l'opinion s'irrite sourdement de voir l'économie mal gérée, les relations du parti et de l'Eglise médiocres, la politique étrangère statique, etc. On peut ajouter que Gomulka lui-même, « sauveur de la patrie » en 1956, n'a guère fait fructifier le capital de popularité dont il disposait alors, et que son vieillissement rend plus visibles des tendances connues de sa personnalité, en particulier la crainte de prendre des initiatives.

Les groupes et les hommes en présence sont les suivants :

— Gomulka et les siens, à savoir Kliczko (n° 2 du parti communiste), Ochab (ancien président de la République, récemment licencié avec le minimum de formes). Peut-être peut-on y ajouter Cyrankiewicz (président du Conseil), Spychalsky (ancien ministre de la Défense nationale et aujourd'hui

d'hui président de la République) et un dernier personnage : Strzelecki, ami très proche de Gomulka (il a caché son fils pendant la guerre), membre du comité central et du bureau politique, responsable de l'armée et de la sûreté au comité central. On le dit cependant lié à Witasewski (dit « tuyau de plomb » au moment des tentatives de répression des mouvements étudiants en 1956...) (1) et à Korczyński, vice-ministre de la Défense nationale, lui-même proche de Moczar.

— Le groupe dit des « technocrates », animé par le premier secrétaire de la voïévodie de Katowice, Giereck, « homme fort de la Silésie », très populaire parmi les ouvriers, membre du bureau politique. Ces technocrates ne semblent pas goûter l'aspect idéologique des décisions récentes du parti. Désireux de voir l'économie mieux gérée, ils voudraient que le parti ne se mêle pas de tout, et ne désigne pas des incapables pour assumer des fonctions économiques de responsabilité. Légèrement sur la défensive en ce moment dans la mesure où il est fréquent de voir beaucoup de cadres économiques critiqués (soit pour leur attitude générale, soit pour leurs « privilèges »), ce groupe a soutenu jusqu'ici Gomulka et pourrait jouer un rôle d'arbitre dans certaines circonstances. Bien entendu, ils souhaitent accroître leur pouvoir à l'intérieur du parti, ne serait-ce que pour réaliser les réformes qu'ils préconisent.

— Il y a enfin, et surtout, le groupe dirigé par le général Moczar, ministre de l'Intérieur. Membre de la résistance communiste pendant la guerre, chef de la Sûreté à Lodz de 1945 à

(1) Actuellement responsable des services administratifs du comité central.

1948, il est limogé lorsque les « partisans » sont éliminés de la vie politique. Mais, alors que Gomulka sera emprisonné, Spychalsky torturé, Moczar sera simplement déplacé. Il réapparaît en 1956, et occupe depuis plusieurs années les fonctions essentielles de ministre de l'Intérieur. Il est aussi membre du comité central. On le donne généralement pour le maître d'œuvre de la répression dirigée il y a quelques semaines contre les étudiants (à la suite de l'interdiction d'une pièce de Mickiewicz), répression très brutale à tous points de vue et qui a sans doute contribué à « repolitiser » une masse étudiante plutôt calme jusqu'ici, et surtout de la campagne « anti-sioniste » lancée depuis la fin de l'an dernier, et qui continue à faire sentir ses effets, et qu'il faut analyser avec précision.

Il est connu que lors des événements de juin 1967 la grande majorité de l'opinion manifesta clairement que ses sympathies allaient plutôt à Israël, pour un ensemble de raisons où le sentiment anti-russe entraînait certainement (« nos » Juifs ont battu « vos » Arabes »). Conscient et irrité de cette réalité, le parti réagit alors avec vivacité : Gomulka entreprit lui-même de mettre en question le loyalisme de certains Juifs polonais ; une purge importante aurait, dès l'été 1967, éliminé des cadres supérieurs de l'armée accusés de « tiédeur » en ce qui concerne la campagne anti-israélienne, et dont beaucoup étaient Juifs.

Vinrent l'hiver et les manifestations d'étudiants et d'intellectuels pour la liberté d'expression. Un aspect de la répression consista à mettre en vedette les noms juifs de certains étudiants arrêtés, et de souligner les fonctions importantes qu'occupaient leurs parents. On faisait ainsi d'une pierre deux coups, le « sionisme » pouvant être démasqué tant parmi les étudiants que chez certains cadres supérieurs de l'administration ou de l'université. Depuis, la campagne revêt deux aspects : d'une part une purge de cadres supérieurs, de l'autre une orchestration minutieuse de certains thèmes.

La purge : On ignore bien entendu son ampleur exacte (plusieurs milliers de membres du parti ? Plusieurs centaines de hauts fonctionnaires ?). On

ne peut que relever, à la lecture même de la presse polonaise, que l'immense majorité des personnes visées sont juives, et que ce choix, de même que la sélection des noms livrés à la presse officielle, n'est pas le fait du hasard. Citons, pêle-mêle les universitaires Baumann et Schaff (qui reste professeur, mais a perdu la direction de l'Institut de philosophie de l'Académie des sciences, et a été empêché d'assister, en Allemagne et en France aux manifestations organisées par l'U.N.E.S.C.O. pour commémorer l'anniversaire de la naissance de Marx), Jerzy Toeplitz, directeur de la célèbre école de cinéma de Lodz et très connu dans les milieux internationaux de cinéma ; des journalistes tels que Planer (directeur de « Perspectives polonaises »), Kasman (de « Trybuna Ludu », déjà éliminé au moment du stalinisme...). Plus récemment, le journal « Zycie Warszawy » lui-même a été visé : démission de Szymon Jakubowicz, un des principaux rédacteurs, et mutation dans un autre journal d'Arthur Hajnicz, chargé de la rubrique étrangère, etc. On notera que ces purges ne s'accompagnent, du moins pour l'instant, ni d'arrestations ni de procès. Mais le but recherché a été atteint : non l'élimination physique des personnes attaquées, mais leur départ des postes qu'elles occupaient, la peur, l'insécurité, l'humiliation de chacun.

LA CAMPAGNE « ANTI-SIONISTE » :

Sur un fond général nationaliste, elle a un contenu antisémite. Le nationalisme consiste à célébrer les vertus classiques de l'héroïsme et du dévouement à la patrie, notamment celles des anciens combattants de la Résistance, quelle qu'ait été leur couleur politique : G. L. (communistes), A. K. (rattachés au gouvernement en exil de Londres), combattants du ghetto de Varsovie, etc. Cette exaltation du nationalisme évoque la lutte contre l'Allemagne nazie (encore présente sous l'espèce de « revanchards » de Bonn) et ne craint pas de critiquer ceux des chefs polonais qui sont arrivés en 1945 dans les fourgons de l'armée soviétique. L'un des instruments utilisés par Moczar est l'association des anciens combattants (Z.W.B.D.). Quant à l'« anti-sionisme », ses thèmes sont :

— **L'attaque contre Israël**, coupable non seulement d'« agression » et d'« impérialisme » au Moyen-Orient, mais aussi d'avoir accepté les réparations versées par l'Allemagne de l'Ouest. Un livre rédigé par un fonctionnaire du ministère de l'Intérieur (Walichnovski) se trouve actuellement dans toutes les librairies de Varsovie, sous le titre : « Israël et la République fédérale allemande », il attaque les « liens d'amitié » qui unissent les deux pays. Sa couverture reproduit les drapeaux des deux pays. A côté, un album luxueusement édité par le ministère de la Défense nationale de Berlin-Est célèbre les traditions militaires de l'Allemagne « socialiste »...

— **La dénonciation du « complot international sioniste »** dirigé contre la Pologne socialiste.

« Le chauvinisme des nationalistes israéliens qui se manifeste dans sa façon bornée d'apprécier non seulement la situation actuelle mais aussi le passé récent, si tragique pour les Juifs d'Europe, trouve son prolongement logique dans les attitudes des centres sioniste exerçant leurs activités dans les divers pays. La presse polonaise a déjà signalé à maintes reprises que, parallèlement au resserrement de la collaboration et de l'amitié entre Israël et la R.F.A. il nous parvient des échos des exploits insensés de ces centres : ils cherchent visiblement à estomper la culpabilité du fascisme allemand, en accablant également le peuple polonais. » (Zycie Warswy, 25 janvier 1968).

On met en cause, à ce sujet, les Juifs polonais qui ont émigré depuis 1956, et qui, soit en Israël, soit aux Etats-Unis, ont bien entendu livré des renseignements aux ennemis de la Pologne. Douze ans après leur départ, des listes sont publiées, des chiffres avancés. Ainsi transforme-t-on tout émigré en traître, et, ce qui est plus grave encore, tout candidat à l'émigration (licite officiellement ; en fait, il en va autrement) en traître virtuel.

— **On rejette l'accusation d'antisémitisme**, tout en attaquant préventivement ceux qui pourraient la formuler :

« Nous nous opposons fermement à tout antisémitisme ; mais nous ne pouvons permettre qu'on mène chez nous une propagande et une action sionistes, pas plus que nous ne permettons que les sionistes essaient de se protéger en accusant les autres d'antisémitisme ». (Kepa, premier secrétaire de la voïévodie de Varsovie, mars 1968).

— **L'hommage rendu aux combattants du 25^e anniversaire du soulèvement**, s'accompagne de faits et de paroles qui dénaturent la vérité historique et conduisent à utiliser cette commémoration à des fins politiques. Les faits ? On édifie, en toute hâte, un pavillon juif à Auschwitz, 23 ans après la fin de la guerre (l'auteur de ces lignes, présent dans le camp le samedi de Pâques, a pu constater de ses propres yeux l'état des travaux), et on l'inaugure sans inviter aucune délégation étrangère. L'Institut d'histoire juif de Varsovie n'est pas associé à cette commémoration. Les paroles ? On célèbre l'aide apportée aux combattants du ghetto par les civils polonais et les membres de la résistance extérieure en grossissant démesurément de tels faits. Des publications officielles s'attachent à démontrer que tous ceux qui se trouvaient à l'intérieur du ghetto ne méritent pas l'estime, très loin de là.

« Dans le ghetto de Varsovie existaient de plus des organismes tristement célèbres d'espionnage et de terrorisme, au service de la Gestapo, dirigés par des militants de la fraction fasciste du sionisme, les « sionistes-révisionnistes » du docteur Alfred Nossig et Abram Gancwajch, ainsi qu'une pseudo-organisation de la Résistance « Zaigew » (Le Brandon), montée par la Gestapo à l'aide de provocateurs... Il vaut la peine d'ajouter ici qu'une grande part des fonctionnaires de la police du ghetto était recrutée parmi les membres du groupe sioniste révisionniste « Betar » dont le leader Begun est aujourd'hui un des hommes politiques des plus en vue en Israël. » (Wojciech Sulewski : « Contre la passivité. Pour le salut dans le combat », La Pologne contemporaine, avril 1968, numéro spécial consacré au 25^e anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie, p. 32).

Une indication intéressante de l'atmosphère qui règne actuellement parmi les cadres moyens du parti communiste polonais a été donnée le 19 mars 1968 lorsque Gomulka s'est adressé aux cadres de la région de Varsovie. Après avoir violemment attaqué les intellectuels et les étudiants, noté la « crédulité de la jeunesse estudiantine », remarqué au passage l'origine juive des étudiants qui s'étaient réunis le 3 mars chez Kuron (intellectuel emprisonné, auteur, avec Modzelewski d'une « Lettre ouverte au parti ouvrier polonais, en 1965), Gomulka a traité du « problème juif » en des termes qu'il n'est pas inutile de reproduire, au moins partiellement :

« Une partie de la jeunesse universitaire d'origine ou de nationalité juive a pris une part active aux événements qui ont eu lieu... Y a-t-il en Pologne des nationalistes juifs, partisans de l'idéologie sioniste ? Oui, certainement. Mais il y aurait malentendu si quelqu'un voulait voir dans le sionisme une menace pour le socialisme en Pologne, pour son système socio-politique... Cela ne signifie cependant nullement qu'il n'y ait pas en Pologne de problème que je qualifierai d'autodéfinition d'une partie des Juifs, citoyens de notre pays. »

Gomulka distingua alors trois catégories de Juifs polonais : Ceux qui ont ouvertement manifesté en 1967 leur attachement à Israël : « Je présume que cette catégorie de Juifs quittera tôt ou tard notre pays. » (Interruptions et applaudissements). Ceux « qui ne se sentent ni Polonais, ni Juifs ». « On ne peut pas leur en vouloir. Personne n'est en état d'imposer à qui que ce soit un sentiment national, s'il en est dépourvu. Cependant, en raison de leurs sentiments cosmopolites, de telles gens devraient éviter de travailler dans des domaines où l'affirmation

nationale est indispensable. » Le troisième groupe comprend les Juifs polonais « pour qui la Pologne est la seule patrie ».

La réception très mitigée donnée à ce discours, son contenu même montrent assez bien où on en est aujourd'hui en Pologne.

Dernière remarque : Alors qu'en 1956-1957 les dirigeants communistes et la presse officielle avaient dénoncé sans équivoque la poussée antisémite très violente qui s'était manifestée à ce moment, en 1968 l'exemple, si l'on peut dire, vient de haut. L'attitude de l'ensemble de la population est difficile à connaître. L'Eglise catholique garde le silence, ne voulant pas envenimer ses relations avec le gouvernement et connaissant sans doute l'état d'esprit moyen de la masse des fidèles et d'une partie du bas clergé. On peut avancer l'hypothèse selon laquelle la masse de la population, sans être entièrement dupe, ne reste pas insensible aux thèmes de la campagne « anti-sioniste » et à la qualité des personnes évincées dont la presse publie les noms.

Comme l'écrivait en 1960 F. Fejtö : « L'antisémitisme, en apportant un renfort officiel à l'antisémitisme populaire, en le légitimant, rendait l'assimilation encore plus difficile et poussait vers le sionisme même ceux qui auparavant ne songeaient guère à émigrer. »

Charles BRUNET.

Cet article, écrit en mai 1968, après un voyage de l'auteur en Pologne, donne des informations sur le climat général qui y régnait alors. Les événements se sont ensuite précipités. On trouvera dans le « Libre Blanc » que doit publier le **Comité d'Action contre les menées racistes en Pologne** les développements plus récents.

A PROPOS DE L'AFFAIRE KLARSFELD

Beate Klarsfeld est la jeune femme qui, après avoir gifflé publiquement le chancelier Kiesinger, a provoqué contre lui une manifestation d'étudiants en Belgique. Voici comment cette affaire a commencé.

ALLEMAGNE FEDERALE

Le cas de cette secrétaire renvoyée de l'Office franco-allemand de la Jeunesse après avoir, dans une Tribune libre de « Combat », exprimé son opinion que le chancelier Kiesinger avait un passé compromettant pour l'avenir d'une Allemagne démocratique mérite de retenir l'attention. Il devrait surtout inciter tous ceux qui luttent contre la résurgence du nazisme à réfléchir davantage aux formes de cette lutte.

Car à force de dénoncer les rassemblements nazis et néo-nazis outre-Rhin, à force de braquer trop exclusivement les projecteurs sur les criminels de guerre en fuite ou en liberté, on oublie de s'interroger sur la majorité des Allemands et sur les hommes qui les gouvernent en 1968. On finit même par persuader autrui et soi-même qu'il s'agit là de phénomènes inquiétants mais somme toute limités par rapport à une Allemagne Fédérale qui serait une démocratie occidentale comme les autres.

Or, dans une démocratie occidentale comme les autres, on aurait demandé à Mme Klarsfeld de s'expliquer — au besoin devant les tribunaux — sur les accusations qu'elle porte contre le chef du gouvernement. Les autorités d'Allemagne fédérale ont esquivé ce débat en révoquant purement et simplement une employée « coupable » d'avoir porté un « préjudice moral » à ses employeurs.

L'argument est d'autant plus absurde que Beate Klarsfeld appartient à cette génération d'Allemands (elle est née à Berlin en 1939) qui croyaient pouvoir édifier une Allemagne nouvelle à partir de leur bonne volonté et de leur amitié pour la jeunesse des autres pays. Cette croyance, peut-être naïve mais infiniment respectable, la conduisit en France à l'âge de 20 ans. Elle y travaille d'abord au pair et consacra un livre à cette expérience. En 1963, elle épousa un jeune Juif français dont le père avait été tué à Auschwitz. L'année suivante, elle entra à l'Office franco-allemand de la Jeunesse avec l'intention d'y poursuivre cette tâche de rapprochement et de réconciliation à laquelle elle avait décidé de se consacrer.

Voilà la femme que l'on révoque sous le prétexte d'un préjudice moral causé à son pays d'origine et à laquelle on offre pour tout recours l'arbitrage de deux magistrats, l'un désigné par le gouvernement français, l'autre par le gouvernement allemand. Un hasard singulier veut que ce dernier préside le Tribunal administratif du Wurtemberg, province natale et fief électoral de l'actuel chancelier, et fut, comme celui-ci, un ancien nazi. Mme Klarsfeld récusait cette juridiction et assigna l'Office franco-allemand, pour révocation abusive, devant le Tribunal d'Instance du 8^e arrondissement de Paris qui se déclara incompétent. La plaignante a fait appel mis on cherche à enterrer sous la procédure ce qui est en réalité une affaire politique. En réalité, la révocation de cette démocrate qui proteste contre la main-mise d'anciens nazis sur l'Allemagne fédérale montre comment l'actuel gouvernement de Bonn réduit au silence toute opposition de gauche alors qu'il se résigne si facilement à la montée d'une opposition d'extrême-droite.

Au parti national-démocrate (N.P.D.) le droit de siéger dans 6 des 11 Parlements fédéraux (Landtage) en attendant celui d'entrer, en 1969, au Parlement fédéral. Aux petits groupes de libéraux, de syndicalistes et d'étudiants qui restent la seule opposition de gauche depuis l'interdiction (en 1956) du Parti communiste et l'entrée du Parti social-démocrate-SPD au gouvernement (en décembre 1966) la perspective d'une législation « muselière » et, en attendant, les campagnes d'intimidation, de répression, quand ce n'est pas l'appel au meurtre des « forces de l'ordre ». Faut-il rappeler qu'avant l'attentat d'un « exalté » contre Rudi Dutschke,

un policier berlinois avait, l'été dernier, abattu de sang-froid l'étudiant Ohnesorge qui participait pour la première et la dernière fois de sa vie à une manifestation de rue. Dans ce pays où la concentration du capital a atteint un degré inégalé au cours de l'histoire allemande, le pouvoir appartient de nouveau aux anciens monopoles de l'Allemagne wilhelminienne et du III^e Reich. L'un des dirigeants de Konzern, Hermann Joseph ABS, condamné à 15 ans de travaux forcés par contumace pour crimes de guerre par un tribunal yougoslave, réalise à lui seul un chiffre d'affaires de 78 milliards de marks, soit autant que le revenu des Pays-Bas et du Danemark réunis. Ces monopoles n'acceptent pas de reconnaître les conséquences de la défaite hitlérienne et s'opposent à toute politique de détente et de progrès. Disposant de milliards, ils contrôlent et orientent la politique de la République fédérale par le financement des partis, associations, maisons de presse et d'édition qui leur permettent de conditionner l'opinion publique. Leurs représentants occupent les postes-clés du pouvoir, ne laissant aux sociaux-démocrates que le soin d'avaliser et de cautionner leurs décisions.

La situation est d'autant plus préoccupante que les dirigeants sociaux-démocrates continuent d'affirmer que leur présence au gouvernement peut infléchir l'orientation réactionnaire et chauvine de leurs partenaires démocrates chrétiens. Or lorsque, sous la pression de son aile gauche, Willy Brandt demande devant le Congrès de son parti (réuni en mars dernier à Nuremberg) la cessation des bombardements américains au Vietnam, la signature du traité de non-prolifération atomique, le respect de la frontière Oder-Neisse jusqu'à la conclusion d'un traité de paix et, sur le plan intérieur, l'extension de la cogestion des entreprises, il est si violemment pris à partie par les hommes des monopoles qu'il ne lui reste — une fois revenu à son poste de vice-chancelier et de ministre des Affaires étrangères — qu'à renier ce beau programme devant les micros de la presse et de la télévision. Il en va de même pour l'actuel ministre de la Justice qui apporte sa double caution de pasteur socialiste et d'antinazi à une parodie de justice. au lieu de procéder à l'indispensable épuration de la magistrature allemande et de rétablir dans leurs droits arbitrairement supprimés les partis et associations antifascistes capables de s'opposer à la restauration des forces du passé. Déjà un journal antifasciste comme « Die Tat » se demande si l'on ne s'achemine pas vers un nouveau « Front de Harzbourg », c'est-à-dire vers une nouvelle alliance des forces conservatrices traditionnelles avec les éléments nazis et néo-nazis. Au sein de la démocratie chrétienne se développe l'idée d'une « coalition nationale » incluant les hommes du NPD. Le président du Parlement fédéral, M. Gerstenmaier en personne, a estimé récemment qu'il conviendrait « d'offrir sa chance » à ce parti. Et l'organe de l'Union sociale chrétienne de M. Strauss, la « Demokratische-konservative Korrespondenz, n° 46 de 1967, va jusqu'à écrire :

« De nombreux députés CDU-CSU sont d'avis qu'il est impossible de ne pas examiner sérieusement les revendications du NPD qui reflètent les opinions de larges couches de la population. Ces mêmes milieux inclinent à orienter davantage vers la droite la politique de la CDU pour affaiblir l'argumentation du NPD. »

Quelques semaines plus tard, le même journal (n° 49 de 1967) revient à la charge en affirmant :

« Il y a des groupements à l'intérieur de la CDU qui plaident pour une orientation nationale plus accentuée. »

La social-démocratie allemande va-t-elle, une fois encore, permettre à ses partenaires chrétiens démocrates de se jeter dans les bras de la droite pour la mettre « à l'épreuve du pouvoir » ? Même si la situation internationale a changé depuis 1932, on perçoit dans l'Allemagne de Bonn des analogies troublantes avec celle de Weimar. Une fois de plus, des dirigeants sociaux-démocrates acceptent sans protester la répression qui s'abat sur les forces de gauche et ferment les yeux sur la montée de l'extrême-droite. Une fois encore, ils acceptent de soutenir l'orientation rétrograde et chauvine de leurs « alliés » démocrates chrétiens, réservant leurs attaques aux syndicalistes et à la « racaille » des jeunes manifestants qui réclament un gouvernement de paix et de progrès. S'ils ont oublié la leçon de Weimar, il nous appartient de la leur rappeler avant qu'il ne soit trop tard !

R. THALMANN.

UNE PAIX EST-ELLE POSSIBLE ?

Lorsque depuis vingt ans se reproduit d'année en année un mécanisme identique : terrorisme arabe, représailles israéliennes, intervention des Etats arabes sur le territoire israélien, intervention d'Israël en territoire arabe, il n'est pas pensable de nier l'existence de motifs, de causes précises à la reproduction stéréotypée d'un tel phénomène. Son immuabilité même amène à se demander s'il ne répond pas à des motivations propres aux protagonistes du drame, auquel cas il faudrait rechercher non plus pourquoi le conflit dans son mode actuel ne cesse pas, mais pourquoi il persiste, et il faudrait rechercher non pas pourquoi l'adversaire continue à jouer toujours le rôle qui lui est imparti dans l'immuable règle du jeu, mais aussi pourquoi le protagoniste continue à tenir la place à lui assignée dans le drame, sans s'efforcer d'en modifier la trame.

Refermant l'énorme numéro spécial des « Temps Modernes » consacré au conflit israélo-arabe, lisant les articles publiés depuis sur le même sujet, on est saisi d'étonnement devant l'extraordinaire force persuasive d'un grand nombre d'études plaidant pour les uns comme pour les autres. L'on vient à se demander par quel mécanisme les divers interlocuteurs ont pu développer à la fois une analyse si aiguë de l'adversaire et une cécité si efficace pour tout ce qui concerne son propre parti. On ne peut s'empêcher de penser à certains phénomènes psychologiques bien connus ; c'est pourquoi nous essayerons, à titre d'hypothèse de travail, d'utiliser un procédé cher à Freud, en supposant que bien des mécanismes pathologiques reproduisent sous une forme caricaturale et exagérée certains modes de fonctionnement normaux, dont la compréhension passe par celle de leurs grossissements pathologiques.

Analyse extraordinairement fouillée de l'adversaire, cécité systématique quant à soi-même, cela rend un son

familier, évoquant une structure bien connue, la paranoïa, dont je voudrais citer la définition qu'en donne la psychanalyste Mélanie Klein :

« Ce qui me paraît caractériser le paranoïaque, c'est que si son angoisse de persécution et ses soupçons lui permettent de développer une très puissante et très vive faculté d'observation tournée vers le monde extérieur et les objets réels, son observation et son sens de la réalité n'en sont pas moins déformés ! Son angoisse de persécution le pousse à observer les gens essentiellement pour savoir si ce sont ou non des persécuteurs. Quand domine l'angoisse devant la persécution du moi, une identification stable et entière avec un autre objet — dans le sens, du moins, où il s'agit de le regarder et de le comprendre, tel qu'il est effectivement — n'est pas possible. » Et plus loin : « Dans la paranoïa, les défenses caractéristiques visent surtout à anéantir les « persécuteurs », tandis que l'angoisse au sujet du moi occupe le centre du tableau. » (1).

Si l'on veut bien nous suivre, en retirant au terme de paranoïa sa coloration péjorative et insultante pour n'en conserver que l'analyse d'un mécanisme fréquent sous une forme atténuée, on peut tenter d'en appliquer la grille à un essai de compréhension de certaines forces psychologiques en action dans le conflit « israélo-palestinien », mais aussi l'« israélo-arabe » en général, et le « diasporo-arabe » qui nous implique tout spécialement..

La question est alors la suivante : Peut-on déterminer en chacun des protagonistes les points d'extrême fragilité qui lui font vivre l'adversaire sous son aspect unique, immédiatement menaçant de persécuteur à l'état pur ?

Dans un second temps, peut-on s'appuyer sur cette analyse pour imaginer des formes d'action propres à

(1) M. Klein : Essais de Psychanalyse. Payot, 1967.

diminuer la tension et à la porter du plan de la violence à celui du dialogue et des concessions mutuelles ?

Commençons, pour plus de commodité, à voir la situation chez certains de nos partenaires arabes, plus précisément chez les moins directement concernés au départ, les états arabes. L'on peut dire, avec leurs amis, qu'ils agissent par solidarité arabe et par solidarité avec les opprimés du tiers monde, et l'on peut prétendre, avec leurs ennemis, qu'ils recherchent avant tout un dérivatif à leurs avatars internes et un stimulant commode pour leurs dirigeants. Dans un cas comme dans l'autre, on comprend mal qu'Israël soit reçu comme une plaie intolérable dans la chair arabe. Ce type d'arnage qui revient souvent dans la bouche et sous la plume en pays arabe, doit correspondre à quelque chose de très immédiatement menaçant pour l'individu qui l'exprime. Or ce sont les individus et les Etats les plus engagés dans le processus du socialisme arabe, ceux chez qui les progrès et le développement sur un schéma, quoiqu'on en dise, occidental, sont les plus rapides, qui éprouvent aussi avec une grande intensité le caractère intolérable du fait israélien qui se présente pourtant comme un modèle utilisable dans cette marche vers la modernisation des méthodes et des structures politiques.

Seulement, qui dit processus révolutionnaire, dit aussi bouleversement des structures politiques, économiques et culturelles, et disparition des systèmes de référence et de défense psychologiques habituels. Ce qui menace chaque Egyptien, chaque Syrien, chaque Algérien, dans le plus profond de sa personnalité, c'est en effet l'irruption des structures de type occidental qui le visent très précisément dans ses habitudes mentales, dans sa personnalité, dans son « moi » en somme. En Israël, archétype de la réussite occidentale, le socialiste arabe reconnaît peut-être l'ennemi à la fois haï et bien aimé qui, en effet, le détruit de l'intérieur !

Voyons maintenant l'aspect de notre côté juif. Ce qui frappe tous ceux qui nous regardent et ceux qui, chez nous, cherchent à comprendre ce qui se passe, c'est l'extraordinaire efficacité avec laquelle nous scotomisons le

problème des Arabes palestiniens. Jusqu'à ces dernières années en Israël même on s'efforçait d'oublier par tous les moyens les Arabes israéliens. Aujourd'hui encore on s'adresse à tous les interlocuteurs possibles, roi de Jordanie, Egypte, Syrie, etc., sauf aux Arabes palestiniens eux-mêmes, soigneusement privés, en territoire occupé, de tout moyen d'expression autonome, politique ou verbalisé. Curieuse logique que celle qui nous oblige à faire taire ceux-là mêmes avec lesquels il faudra bien s'entendre !

A moins que l'on ne se souvienne de ce fait bien connu qu'il n'y a pas de personnalité, pas de pensée, sans le support de son expression, et que, de priver un adversaire de parole, est une tentative magique de le détruire en tant que personne, de le réduire à l'état d'objet ! N'est-ce pas, qu'à se conduire comme les autres, à avoir un « état comme les autres états », nous ne nous sentions aussi sérieusement menacés dans nos habitudes de pensée et dans les échelles de référence que nous oppose notre « surmoi » judaïsé. Nous sentons-nous capables de nous conduire comme tout le monde et de rester nous-mêmes ? Sur ce point précis il semble que non, et à juste titre. Il est tentant alors de recourir aux méthodes conjuratoires.

On nous opposera que la menace est réelle et qu'Israël est justifié à craindre l'esprit de revanche de ses voisins et à prendre les mesures les plus efficaces pour réduire leur esprit combatif. Cependant le danger n'est pas moindre de la part des Etats arabes avoisinants et Israël sait bien qu'à la longue un compromis sera trouvé avec ces Etats dont les formes et les possibilités d'expression sont entières.

Reste précisément la situation des Arabes palestiniens pour lesquels les menaces de destruction sont tout aussi concrètes que celles qui pèsent sur Israël. Citoyens de seconde zone en Jordanie, privés de droit à la parole et à l'action en territoire occupé, la seule voie qu'ils se peuvent trouver, et que bien entendu ils empruntent, est celle de la clandestinité. Comme leur problème est sans autre issue et vécu au niveau du présent immédiat, on peut s'attendre, dans le contexte actuel du Moyen-Orient, au développement rapide de cette vie clandestine qui est

la seule authentique qui leur soit laissée. Dans ces conditions, si rien n'est fait pour rompre le cycle, la dialectique persécuté-persécuteur va devenir le seul mode de relation interhumaine au Moyen-Orient, ce qui aura l'avantage de donner à tous les satisfactions de la « bonne conscience » et les réalités de la guerre permanente.

Partant de cette perspective, peut-on au contraire essayer de chercher les prémisses d'une politique différente ?

Je crois que, pour avoir sa chance, cette politique doit correspondre au vécu de tous les protagonistes et tendre à les rassurer au niveau même de leur angoisse. Par exemple, si nous Juifs admettions avoir tenté de réparer des millénaires d'injustice historique à notre égard par une injustice plus brève mais certaine vis-à-vis des Arabes de « Palestine », si, sans le cadre d'une offre de réconciliation, nous acceptions de négocier l'effort de réparation qui nous sera demandé, et si nous nous engageons globalement au titre du judaïsme mondial à faire face aux obligations souscrites, nous pourrions satisfaire à plusieurs nécessités convergeantes. En tant que Juifs, faisant droit à la justice sans y être contraints par une défaite, nous affirmerions notre spécificité qui est, peut-être, de vouloir établir des rapports dialoguants, basés sur le contrat et non sur la seule violence, dans les relations interhumaines. Ce faisant, nous nous séparerions de l'archétype occidental. L'avantage est double. Vis-à-vis de nous-mêmes nous ne nous sentirions plus obligés d'abdiquer une partie essentielle de notre judéité pour maintenir Israël. Vis-à-vis des Arabes l'image que nous leur offrons ne viendrait plus recouvrir entièrement celle-là même qui les mine de l'intérieur. Moins menacés, les interlocuteurs pourraient s'affronter dans une relation moins agressive, moins dramatique.

Pour ne pas rester un pur effet de rhétorique, cette politique implique un changement radical d'attitude vis-à-vis des Arabes en territoire occupé. Et d'abord de prouver le respect de leurs personnes en leur rendant le plein droit à la parole et à l'action politique libre. L'affrontement qui s'en suivrait n'est certes pas sans risques et des

combats difficiles sont à prévoir. Tout comme les « réalistes », nous le savons, mais du moins des possibilités de dialogue pourront-elles se faire jour alors et un jeu politique, plus complexe, mais aussi plus constructif, pourrait s'établir aux côtés de la violence à l'état pur qui, seule, sévit actuellement de part et d'autre.

Reste à savoir que, dans l'hypothèse même que sous-entend cette analyse, il faut s'attendre à des résistances considérables, au niveau de tous les protagonistes, vis-à-vis de conclusions telles que les nôtres. Elles menacent, en effet, les comportements et justifications que tous ont élaboré pour faire face à des angoisses parfaitement compréhensibles.

L'argument qui sans doute nous sera opposé consistera à se placer sur le plan de l'analyse politique et à affirmer que les choses s'y déroulent autrement.

Or, que se passe-t-il dans ce domaine ? A un niveau élémentaire, la tactique israélienne s'applique :

1° à durer ; calcul parfaitement normal, la légitimité historique sur un territoire donné s'accroissent de facto et de jure avec le temps. Par analogie se validera, à la longue, l'argument des « ancêtres hébreux » qui, à son tour, viendra appuyer l'argument de la durée moderne ;

2° à obtenir la renonciation de l'adversaire à viser, dans la lutte avec Israël, la réalisation de ses objectifs propres. Ces objectifs se placent à deux niveaux différents. Pour les Etats arabes il s'agit d'accéder à une forme moderne d'existence nationale, celle-ci n'étant, quant au fond, nullement menacée. Pour les Palestiniens il s'agit, à un niveau beaucoup plus profond, de la survivance même en tant qu'entité nationale.

Pour la réalisation de cet ensemble logique, de quels moyens les Israéliens disposaient-ils avant la guerre de juin ?

a) Leur propre potentiel militaire et économique.

b) Le consensus de la Diaspora pour laquelle Israël représente un élément de sécurité psychologique et physique, jusque-là jamais connu, contre la menace permanente de rejet par le monde non juif.

c) Le consensus d'une partie importante de l'opinion mondiale, basé sur la culpabilité, réelle et partiellement admise, dans les conséquences de la persécution anti-juive.

d) La faiblesse numérique de la minorité arabe en Israël même.

e) La faiblesse structurelle des Palestiniens, pour une part, clochardisés dans les camps de réfugiés, pour le reste, tenus en suspicion et brimés par les autorités des pays d'accueil du fait même de leur différence d'objectif réel dans la lutte.



Quelle est aujourd'hui la situation sur ces différents plans ?

a) Il n'est pas probable que le potentiel militaire et économique d'Israël puisse être grandement augmenté du fait de l'accroissement des charges militaires et de la réserve manifestée par la plupart des pays fabricants d'armements lourds.

b) Le consensus de la Diaspora, dans un premier temps, sera probablement renforcé du fait même de l'isolement grandissant d'Israël. Corrélativement il faut prévoir un isolement identique de la Diaspora dans le monde non juif.

Dans un second temps il faut s'attendre à une radicalisation des positions dans le judaïsme mondial : Une fraction réagira suivant le mode du « persécuteur-persécuté » par une adhésion d'autant plus totale à la politique la plus extrême en Israël qu'elle ressentira, s'ajoutant au danger extérieur, la contradiction angoissante entre son comportement et une partie essentielle de son échelle de valeurs juives.

Dans le même temps, une autre fraction, pour défendre cette même échelle de valeurs gravement menacée, réagira par une désolidarisation à outrance, la ligne de partage passant cette fois, toujours sur le mode persécuteur-persécuté, au sein même du judaïsme et accentuant les forces centrifuges qui l'animent depuis la sortie du ghetto. Si, en France, les membres juifs du GRAP représentent l'image type de cette dernière tendance à l'état naissant, bien plus nombreux risquent d'être dans le futur ceux qui,

évitant de prendre parti, s'éloigneront d'un judaïsme dont les deux faces radicalisées ne correspondront plus à l'image qu'ils se font d'eux-mêmes.

Que restera-t-il alors de la puissance diasporique appuyant Israël ?

c) Pour ce qui est de l'opinion mondiale on peut compter sur elle pour se saisir des événements futurs au profit de ses motivations propres dont l'antisémitisme reste une constante éprouvée. On voit déjà ce qui restera, sous peu, du consensus de l'opinion mondiale.

d) L'argument de la faiblesse numérique de la minorité arabe en territoire sous administration israélienne tombe de lui-même depuis que la victoire de juin l'a accrue d'un million de personnes.

e) Reste la faiblesse structurelle de l'adversaire palestinien. Peut-on compter sur son caractère durable dans une situation nouvelle où l'ennemi n'est plus cet oppresseur virtuel qu'était l'Israélien d'autre-frontière, l'oppresseur concret étant souvent le cadre politique, administratif, policier, jordanien ou égyptien, mais bien la conjonction des deux sous l'aspect de l'occupant juif.

Toutes les conditions sont réunies, au contraire, sur la naissance d'un mouvement clandestin, largement soutenu de l'extérieur logistiquement, et posant rapidement des problèmes aigus, dont le déroulement dans le contexte analysé laisse prévoir de sanglants et épuisants affrontements durables à l'issue desquels les survivants devront bien s'entendre.



Reprenons maintenant notre affirmation qu'une autre politique est possible basée sur deux propositions :

1° Reconnaissance par Israël et la Diaspora du principe de réparations dues aux Palestiniens pour l'injustice faite et le dommage causé.

2° Restitution de la liberté de parole et d'organisation politique en territoire occupé.

Nous ne prétendons nullement qu'il s'agit d'une politique facile. Il est évident que cette libération politique ne fera nullement disparaître la résis-

tance armée. Il est évident aussi que les autres formes de lutte, politiques celles-là, ainsi mise à la disposition des palestiniens, créeront à Israël des difficultés nouvelles, sans doute considérables.

Cependant, à côté de la dialectique terrorisme contre terrorisme, un dialogue politique sera engagé, court-circuitant l'étape purement clandestine, si coûteuse pour les deux parties, et créant une chance d'éviter, peut-être,

une nouvelle guerre judéo-arabe généralisée qui, autrement, paraît inévitable à terme.

De toute façon la maintenance d'une ouverture politique analogue à celle proposée permet de garder actives les forces réellement animées par une volonté de paix et de progrès afin qu'elles gardent leur possibilité de peser sur le cours des événements futurs.

D^r O. ROSSOWSKY.

THESES D'ORIENTATION SUR LE CONFLIT ISRAELO-PALESTINIEN

I. *Dans le contexte historique actuel, toute collectivité humaine a le droit de sortir de son aliénation, fut-elle millénaire. L'indépendance nationale est l'une des formes possibles de désaliénation.*

II. *Les Juifs jouissent des droits universels. Le choix fait par les Juifs sionistes et réalisé en Israël a abouti à la constitution d'un Etat dont la légitimité est reconnue par la collectivité internationale. La désaliénation de ceux d'entre les Juifs qui ont choisi cette voie est dans une large mesure une réussite.*

III. *L'Etat d'Israël représente pour la Diaspora — c'est-à-dire pour ceux d'entre les Juifs qui recherchent d'autres formes de désaliénation — une garantie, jusque-là inconnue, de survivance culturelle. Pour certains, il reste une planche de salut. La participation juive aux efforts faits par la conscience universelle en vue de la libération de l'Homme a été payée assez cher par les Juifs pour qu'une garantie de cet ordre soit reconnue par tous comme inaliénable.*

IV. *Comme tout Etat constitué, l'Etat d'Israël possède un gouvernement dont les décisions peuvent être contestables, et dont la politique — qui résulte d'un ensemble de facteurs internes (lutte des classes, intérêts économiques, contradictions socio-culturelles, etc.) et de facteurs externes (nécessités de la défense nationale, système d'alliance, lutte d'influence entre les Grandes Puissances...) est susceptible de jugements favorables ou défavorables. Les Juifs de la Diaspora ont le droit de juger et de critiquer cette politique, comme de lui être favorables.*

V. *Il n'y a guère d'exemple historique de réalisation nationale qui n'ait lésé personne. L'intérêt bien compris commande cependant que les torts causés soient reconnus et dédommagés, cela dans une perspective de concorde et de réconciliation.*

VI. Il existe actuellement, au Proche-Orient, deux populations profondément menacées dans leur survie en tant que nations : les Kurdes, dont le devenir concerne la conscience universelle et plus particulièrement les nations arabes ; les Palestiniens arabes, dont le devenir concerne la conscience universelle, les nations arabes, l'État d'Israël, et aussi, la collectivité juive dans le monde.

VII. Nous affirmons :

— que les principes mêmes qui fondent notre soutien à Israël exigent que soient reconnues le droit des Palestiniens arabes à l'existence nationale ;

— que l'unité du judaïsme et sa capacité à élaborer des conduites raisonnées, c'est-à-dire historiquement viables, restera un mythe tant qu'une solution positive — c'est-à-dire un compromis efficace — ne sera pas trouvée au contentieux judéo-palestinien.

VIII. Nous proposons à cet effet qu'une action déterminée soit entreprise au sein du judaïsme pour que soient soutenues, en Israël, les forces de paix qui réclament une solution négociée sur la base de la résolution du Conseil de Sécurité, et, plus particulièrement :

— les forces qui demandent au gouvernement israélien d'affirmer qu'il est disposé à évacuer les territoires occupés après la guerre des six jours et à discuter et négocier toute rectification de frontière ;

— les forces qui demandent au gouvernement israélien d'accepter des négociations indirectes ;

— les forces qui admettent qu'un tort a été causé aux Palestiniens arabes lorsque fut créé l'État d'Israël, et que les charges et réparations qui en découlent doivent être assumées, entre autres collectivités, par l'État d'Israël et par la collectivité juive dans le monde ;

— les forces qui exigent que soient assurées la liberté de parole et d'action politique dans les territoires provisoirement occupés par Israël, afin que le terrorisme et la lutte clandestine ne reste pas le seul moyen d'expression utilisable par les Palestiniens arabes ;

— les forces qui s'élèvent contre tous les aspects scandaleux de la répression qui frappe les populations arabes.

IX. Aussi longtemps que le programme politique des organisations terroristes palestiniennes refusera à la collectivité israélienne le droit d'exister en tant que collectivité dotée de ses propres moyens de défense, nous considérerons que le chauvinisme nationaliste de ces organisations doit être vigoureusement combattu, notamment par la gauche, au même titre que le chauvinisme nationaliste et annexionniste de certains partis israéliens. En effet, les extrémistes chauvins se renforcent mutuellement, et constituent un obstacle majeur à une solution négociée.

X. Pour être compris, le conflit au Moyen-Orient doit être replacé dans son contexte mondial : non pas dans l'opposition désormais vide entre « impérialisme » et « anti-impérialisme », mais dans le cadre d'un affrontement entre deux empires dont l'action internationale doit chaque fois être jugée sur pièce.

UN NOUVEL IMPERIALISME

Il est clair en tous cas que les arguments selon lesquels ce sont les menaces contre le « socialisme » qui ont provoqué l'intervention soviétique et celle de quatre pays satellites relèvent de la plus amère bouffonnerie. Quiconque se rend en Bulgarie est accueilli par des panneaux publicitaires en l'honneur de la Coca-Cola. L'U.R.S.S. s'accommode parfaitement de la décollectivisation, à peu près totale depuis 1956, des campagnes polonaises ; elle tolère, si elle ne l'encourage pas, le nationalisme antisémite du Général Mcczar et des « partisans » polonais pour lesquels le « socialisme » et l'alliance avec l'U.R.S.S. relèvent simplement de la « raison d'Etat » polonaise ; elle tolère l'autonomie yougoslave et le nationalisme teinté de stalinisme de la Roumanie de Ceaucescu malgré son évidente pointe anti-russe. La raison en est claire, rien de tout cela n'est à court terme contagieux (bien que les nations allogènes de l'ancien empire des Tsars puissent un jour s'en inspirer). Ce n'est pas demain que le nationalisme roumain sera en mesure de réclamer la Bessarabie. Accordons aux stratèges que l'U.R.S.S. a probablement été sensible à certaines considérations militaires. Il est cependant évident que c'est précisément la politisation des masses tchécoslovaques, le fait même que grâce à une liberté de la presse reconquise et non octroyée, tous les problèmes, celui du rôle du parti comme celui des responsabilités réelles des crimes de l'époque stalinienne pouvaient désormais être posés, être considérés comme des problèmes politiques de masse, qui a déterminé l'intervention militaire. Le manifeste des deux mille mots a été à la fin de juin l'expression de cette politisation, et en avril le philosophe Karel Kosik avait bien résumé la situation en écrivant ces lignes susceptibles de trouver un énorme écho à Berlin-Est et à Moscou : « Tout groupe au pouvoir tend à conserver ce pouvoir et n'y renonce jamais ; il interprète les crises à sa manière et essaie de les surmonter en remplaçant les anciennes méthodes de domination, discréditées et inefficaces, par de nouvelles, mieux adaptées. Dans les moments de crise, il importe que les dominés se rendent compte de la mystification du groupe au pouvoir et qu'ils sachent donner une expression pratique à leur détermination de ne plus être dominés par les méthodes anciennes ou nouvelles. Car ils ne veulent plus être dominés du tout. Il est évident que les Tchèques et les Slovaques sont dans ce cas ».

La liberté des étudiants de la Sorbonne était, on l'a bien vu, contagieuse. Déjà, en 1964, à Berkeley, le Free Speech Movement avait fait savoir aux autorités que la liberté de parole qu'ils revendiquaient ne pouvait être réglementée ni par l'Université elle-même, ni par l'Etat, mais par eux-mêmes. C'est ce qu'ont voulu faire les Tchèques et c'est ce qui a paru, à juste titre, dangereux. Il n'y a en réalité qu'une condition aux « accords » de Moscou, elle s'appelle la « dépolitisation », c'est ce que chacun entend par « retour à la situation normale ». Dans ces conditions les justifications qui ont été données ici et là de l'invasion ont dérisoires ou contradictoires. Une note comique est donnée par les trotskystes (posadistes) qui approuvent l'intervention mais somment les Soviétiques de remettre le pouvoir aux masses tchécoslovaques.

Fidel Castro invoque l'unité du camp socialiste et anti-impérialiste dont il montre lui-même mieux que personne qu'elle n'existe pas. Le « camp socialiste » a connu une forme ubuesque d'unité à l'époque de Staline, mais qu'en reste-t-il aujourd'hui ? C'est en vérité une notion dérisoire et funeste que celle de « camp » socialiste et anti-impérialiste quand on l'exprime en terme **d'Etats**. Elle a conduit par exemple la récente conférence d'Alger de l'Organisation de l'Unité Africaine à féliciter le Nigéria du génocide accompli au Biafra avec la complicité des « travaillistes » anglais et des « communistes » soviétiques ; de même qu'elle conduit

à oublier que pour les Tchèques et les Slovaques la réalité impérialiste s'appelle l'U.R.S.S. néo-stalinienne et que cette réalité permet de comprendre que nombre d'entre eux se préoccupent assez peu du Vietnam de même que le sort des Tchèques et des Slovaques laisse indifférent les Vietnamiens aux prises avec l'agression américaine.

Marx raconte dans **Le Capital** que des enfants anglais victimes de la barbarie patronale en avaient tiré cette conclusion contradictoire avec celle que leur enseignait l'Eglise bourgeoise : « le diable est un bon type et le Christ un vilain personnage ».

Cessons une fois pour toutes d'identifier les masses en lutte et les Etats qui prétendent les incarner. Partout où les masses entendent prendre en main leurs propres affaires, faire leur propre histoire, là est le camp anti-impérialiste, et c'est à leur côté que nous devons nous battre.

Pierre VIDAL-NAQUET.

Extrait d'un article publié dans la revue **Partisans** (n° 43) sous le titre « De mai à août et de Paris à Prague ».

SUR LA SITUATION EN TCHECOSLOVAQUIE

Pour la deuxième fois en trente ans, les Tchèques et les Slovaques sont devenus des étrangers dans leur propre pays. Ils avaient naguère été abandonnés par leurs alliés démocrates, ils sont aujourd'hui sous la botte de cinq alliés socialistes dont les armées prétendent rétablir à Prague un ordre socialiste qu'elles sont seules à troubler.

Au mépris du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, au mépris de la parole donnée et des accords conclus, au mépris de l'éthique socialiste et des principes régissant les rapports entre les partis communistes dans le monde, les dirigeants de cinq Etats du Pacte de Varsovie ont conjointement prémédité et mis au point une agression sans précédent dans l'histoire du socialisme. Comble d'imposture, ceux-là mêmes qui piétinent le socialisme en Tchécoslovaquie et qui compromettent l'idée socialiste aux yeux du monde feignent d'avoir fait tout cela pour en restaurer les principes.

Il ne s'agit pas, hélas, d'une erreur ou d'un accident : cette agression et les mensonges par lesquels on s'efforce de la justifier résultent d'un système dont justement les communistes tchécoslovaques avaient mis à jour la logique. Car l'on s'affronte en Tchécoslovaquie pour savoir si les dirigeants d'un pays socialiste seront désignés et cooptés en des organismes de direction agréables au plus puissant, ou si le peuple et ses instances régulières et ses désirs manifestes seront désormais la source de la souveraineté et de la légalité socialistes. Pour avoir, de façon éclatante, rompu avec l'autoritarisme stalinien et renoué avec la tradition des comités de base ouvriers et paysans, le parti communiste et le gouvernement tchécoslovaques sont aujourd'hui menacés.

Avec une discipline admirable, le peuple tchécoslovaque, uni tout entier derrière son gouvernement et son parti communiste, a inauguré contre les envahisseurs une forme de lutte originale qui se dérobe à la violence et déjoue la brutalité des armes contre la brutalité idéologique. Après avoir proposé un modèle socialiste où le socialisme retrouvait enfin un visage humain, il pratique maintenant une tactique de combat dont les forces révolutionnaires dans le monde sauront un jour s'inspirer : exemplaire dans la paix comme dans la lutte, il suscite l'admiration et la solidarité de tous les hommes épris de liberté.

Les forces progressistes dans le monde doivent exiger sans désespérer que les envahisseurs quittent le territoire tchécoslovaque et que soient remis en liberté tous ceux qui ont été victimes de la répression néo-stalinienne.

Vive la Tchécoslovaquie et son gouvernement légal, vive le parti communiste tchécoslovaque et ses dirigeants légalement nommés.

23 août 1968.

SUR LA POLOGNE

Le Cercle Gaston Crémieux attire l'attention de l'opinion française sur la gravité des mesures prises depuis quelques mois par le gouvernement polonais. Il ne fait aujourd'hui aucun doute que la campagne « anti-sioniste » a fourni à certains éléments du parti communiste et du gouvernement, animés notamment par le général Moczar, ministre de l'Intérieur, l'occasion de prendre, dans le cadre de la lutte pour le pouvoir qui se déroule actuellement en Pologne, un ensemble de décisions dont le caractère est évident.

Les faits suivants en témoignent :

— La grande majorité des personnalités évincées de leur poste dans l'administration, l'université, l'économie, etc., sont d'origine juive.

— La critique violente de la politique israélienne au Moyen-Orient — commune à la plupart des pays communistes — s'accompagne de la dénonciation d'un prétendu complot contre la Pologne.

— L'accusation de « sionisme » constitue un non-sens et un mensonge pur et simple dans un pays où l'immense majorité des 30 000 Juifs qui y vivent actuellement — sur 3 millions en 1939 — ont suffisamment témoigné, tant par leurs actes que par leur présence aujourd'hui même en Pologne, que leur option se situait à l'opposé du sionisme.

— La presse communiste a publié des articles accusant des Juifs — dont le nom est cité — qui ont régulièrement quitté la Pologne après les événements de 1956 (qui avaient été accompagnés d'une forte poussée antisémite populaire contre laquelle le parti communiste polonais s'était publiquement élevé à l'époque) d'avoir fourni à Israël et aux services de renseignements américains des informations « secrètes » sur la Pologne. Douze ans après leur départ, ces personnes sont publiquement diffamées et transformées en autant de traîtres. Du coup, tout candidat à l'émigration — qui reste licite, ainsi que l'a rappelé M. Gomulka lui-même — ne peut qu'être regardé comme un traître virtuel.

La campagne intensément nationaliste qui accompagne ces mesures ne peut qu'aggraver, dans le contexte propre à la Pologne, leur gravité. Elle réduit à néant la tentative du gouvernement polonais de distinguer entre l'« anti-sionisme » et l'antisémitisme.

AVRIL 1968

LE CERCLE GASTON CREMIEUX.

SUR LE BIAFRA

Le Congrès du parti travailliste vient de s'opposer à ce que le gouvernement britannique continue de fournir des armes au gouvernement fédéral de la Nigéria. Et des voix s'élèvent enfin pour conseiller aux syndicats britanniques de ne plus charger d'armes à destination de Lagos, c'est-à-dire pour qu'une action **politique** soit entreprise. Ces voix sont faibles. En Angleterre comme en France, l'on semble considérer que le génocide au Biafra est une sorte d'éruption volcanique et qu'on peut donc se contenter de pousser, çà et là, quelques soupirs humanitaires et en appeler au bon cœur des militants. « As-tu déjà donné pour le Biafra ? » Alors, les Biafrais peuvent continuer à mourir.

Il faut le dire brutalement : les gouvernements anglais, soviétique et égyptien, aidés par d'autres et soutenus par l'O.N.U. et l'O.U.A., misent sur la défaite et le désarmement des Ibos, alors qu'ils ne peuvent garantir la sécurité de cette population lorsqu'elle aura déposé les armes. Cela signifie que ces gouvernements et ces organisations internationales patronnent un génocide, au nom d'intérêts auxquels la gauche ne peut en aucun cas s'identifier. Les coalitions aberrantes qui s'affrontent par ethnies interposées révèlent, de façon éclatante, que l'opposition habituelle entre un « camp impérialiste » et un « camp anti-impérialiste » appliquée à des Etats constitués est devenue fallacieuse, puisque la Chine et l'U.R.S.S., le Portugal et la Grande-Bretagne, la France et la Belgique s'opposent chacun à chacun en une contradiction inconcevable, à la faveur de laquelle les haines culturelles et religieuses retrouvent un espace historique pour se déployer avec l'élan

le plus meurtrier qui soit. D'ailleurs, quand bien même les Biafrais ne seraient qu'un « instrument » aux mains de quelque impérialisme (mais il faudrait alors admettre que les fédéraux sont un « instrument » aux mains de deux empires coalisés), leur extermination au nom de « l'anti-impérialisme » changerait cette notion en son contraire. Ainsi, à supposer qu'il eût été prouvé que le peuple allemand tout entier fut complice des horreurs de la dernière guerre, la gauche n'aurait évidemment pas pu accepter qu'on le fasse disparaître pour « effacer » ses crimes. L'idée de la punition collective, et surtout de la punition généralisée à un groupe humain se définissant dans une aire culturelle si imprécise qu'elle soit, est étrangère à la gauche : car c'est là une notion plus théologique que politique. La gauche ne peut, par son silence, tolérer qu'on utilise en politique des méthodes fondées sur les mécanismes meurtriers des irrationalités archaïques. Tolérer un génocide, c'est tolérer qu'un peuple soit placé en dehors de l'humanité.

La gauche doit donc entreprendre, avec tous les moyens dont elle dispose, une campagne **politique** pour que cesse le conflit au Biafra et qu'on y fasse prévaloir une solution telle que, quels que soient les liens constitutionnels et économiques qui pourraient rattacher ce territoire au reste de la Nigéria, **les Biafrais puissent conserver leurs instruments de défense**, c'est-à-dire une armée autonome.

Les Etats africains feignent de ne pouvoir décider si les Ibos constituent une tribu ou un peuple et affirment que la constitution du Biafra en communauté politique dotée de ses propres moyens de défense serait un « précédent » fâcheux pour le reste de l'Afrique ; ce sont là des considérations dans lesquelles la gauche ne peut pas entrer. Ce qui se passe en Nigéria depuis quelques années prouve qu'il n'y a pas de sécurité pour les Ibos en dehors de la solution proposée plus haut. On peut rappeler à ce propos que Lénine et Staline, en 1917, firent approuver l'indépendance de la Finlande (jusque-là incluse dans l'empire des Tsars) malgré le caractère bourgeois de son régime — et que Lénine s'opposa à Rosa Luxembourg lorsqu'elle contesta les droits de la Pologne à l'autonomie.

Le combat du Biafra est aujourd'hui celui de la gauche toute entière. Si elle fait semblant de l'ignorer, si elle ferme les yeux sur ce génocide — comme d'ailleurs sur les nombreux ethnocides dont les continents africain et sud-américain sont le théâtre — elle pervertira irrémédiablement ses autres actions, c'est-à-dire qu'elle cessera d'exister en tant que gauche.

SIGNATURES AU 15 NOVEMBRE :

Simone de Beauvoir, Laurent Schwartz, Jean-Paul Sartre, Alfred Kastler, Claude Lanzmann, Jean-Jacques Mayoux, Antoine Culioli, Pierre Vidal-Naquet, Alex Derczansky, Jean-Marie Domenach, Richard Marienstras, Robert Jaulin, Olivier Revault d'Allonnes, Léon Poliakov, Piotr Slonimski, Jean-Pierre Vernant, Maxime Rodinson, Rita Thalmann, Nicole Eizner, Jacques Madaule.

BULLETIN D'ADHESION

à renvoyer à

P. LAZAR, 198, rue Saint-Jacques, Paris-5^e
accompagné d'un virement bancaire ou postal à l'ordre du
Cercle Gaston Crémieux

●

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

Téléphone _____

Profession _____

●

Cotisation : Membre adhérent 20 F, Bienfaiteur 50 F,
Etudiant 10 F, Couple 30 F

CERCLE GASTON CREMIEUX
29, rue de La Rochefoucauld, Paris (9^e)
Tél. : 744-32-24



Conseil d'Administration :

Président : Raphaël VISOCÉKAS. - Vice-Présidente : Judith ROSSOWSKY. -
Trésorier : Philippe LAZAR. - Secrétaire Général : Richard MARIENSTRAS.
Membres du C. A. : Jean-Pierre ANTÉBI, Josette ADDA, Claude LANZMANN,
Léon POLIAKOV, Oscar ROSSOWSKY, Pierre VIDAL-NAQUET.



Cahiers du Cercle :

Rédaction : Suzanne HORER.
Abonnement de soutien aux Cahiers : 25 F
C.C.P. Cercle Gaston Crémieux 10707-30 Paris

Directeur de la publication : Richard MARIENSTRAS.

Imprimerie Montbrun, 2, passage Montbrun, Paris-14^e